



Déclaration de la FSU au CSA-D de Gironde

du 17 octobre 2024

*Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs, les membres du CSA-D de Gironde,*

En préambule à notre déclaration, nous tenons à déplorer l'arrivée très tardive des documents de travail pour le Second Degré, 36h seulement avant la tenue de l'instance. Cela nous oblige à un travail dans l'urgence, ce qui nous met en difficulté et nuit à nos missions de représentant.es des personnels.

Nous tenons donc aujourd'hui le CSA de bilan de la rentrée 2024.

Comment le faire sans nous projeter vers la rentrée prochaine au regard des premiers éléments du projet de loi de finances 2025, présentés le 10 octobre en conseil des ministres ? On nous annonçait la nécessité de faire 60 milliards d'euros d'économies. Mais la prétendue priorité à l'Éducation annoncée par le Premier ministre ne laissait pas présager que le ministère de l'Éducation nationale en serait le principal contributeur. La FSU a donc reçu avec colère et consternation l'annonce de 4035 suppressions de postes d'enseignant.es dont 3155 pour le primaire.

L'argument de la baisse des effectifs dans le premier degré est un peu court au regard de l'état de l'École aujourd'hui.

Taux d'encadrement, effectifs par classe, remplacement, formation, enseignement spécialisé, inclusion... l'école française souffre déjà d'un manque d'investissement chronique comme le montrent les comparaisons internationales. L'OCDE confirme dans tous ses rapports que ce sont les pays qui investissent le plus dans l'école primaire qui réussissent le mieux à réduire les inégalités. L'ambition d'une école réellement inclusive qui ne soit pas synonyme de souffrance pour tous.tes, exige des moyens. Ce budget annonce donc un renoncement à la réussite de toutes et tous.

Selon le projet de loi de finances, le Second degré devrait perdre près de 180 postes supplémentaires qui s'ajouteront aux plus de 8 860 supprimés depuis sept ans alors que la baisse démographique est toute relative notamment en Gironde. Les classes sont donc toujours surchargées en collège et en lycée.

Pour un service public d'Éducation fort et efficace, il faut des postes et il faut des enseignant.es pour les pourvoir.

Dans le premier comme dans le second degré, des postes ne sont pas pourvus par des titulaires à la rentrée. On ne peut se satisfaire d'un besoin anticipé de 145 contractuels premier degré à la rentrée en Gironde. La FSU demande des recrutements d'enseignant.es titulaires à hauteur des besoins.

Dans le 2nd degré, le manque d'enseignant.es devient difficile à dissimuler, même en imposant des HSA et en augmentant le recours à des non titulaires. Les conditions de travail imposées aux remplaçant.es et aux enseignant.es non titulaires sont d'ailleurs souvent déplorables : nommé.es sur plusieurs établissements, parfois très éloignés, beaucoup n'ont jamais enseignés et sont propulsés dans les classes avec comme seule recommandation de demander aux équipes sur place de l'aide et des conseils.

Les personnels enseignants ne sont pas les seuls à manquer : psyEN, infirmières, assistantes sociales, assistant.es d'éducation et CPE sont en nombre insuffisant et se voient confronté.es à une charge de travail toujours plus grande. Rappelons aussi que l'austérité budgétaire imposée à notre ministère contraint certains de ces personnels dit « itinérants » à ne plus pouvoir se déplacer pour assurer leurs missions faute de frais kilométriques. Quel renoncement au service public !

Quant aux AESH, l'annonce de création de 2000 postes supplémentaires, qui doit pour partie à une modification de rattachement de postes existants, n'est pas suffisante. Les AESH doivent bénéficier d'un statut et d'un salaire digne ainsi que d'une formation à la hauteur des missions qu'on leur assigne.

Les conditions de travail de toutes et tous se dégradent. En témoignent les démissions et demandes de ruptures conventionnelles en forte hausse, les arrêts maladie en lien avec le travail, les alertes via les fiches SST.

A ces conditions de travail dégradées s'ajoute une politique salariale indigne.

Emmanuel Macron avait promis une revalorisation de 10 % des salaires des enseignant.es sans contrepartie à l'horizon de janvier 2023.

Le doublement de l'ISOE/IASE part fixe en septembre 2023 donc d'une indemnité et la hausse du point d'indice de 5 % sont venues n'ont même pas été à la hauteur de l'inflation qui accélère la paupérisation des personnels de l'Education Nationale.

La possibilité du « travailler encore plus » tout en mettant danger son statut collectif de fonctionnaire en signant un contrat individuel de prestataire de service, le Pacte, n'a pas fait recette. Dans le second degré, seuls 27 % des collègues y ayant cédé l'année dernière, tout est fait en cette rentrée pour faire entrer les collègues dans le Pacte. Les HSE pour les remplacements de courte durée n'existent plus et les HSE permettant l'accompagnement des élèves en difficultés ont été réduites, voire supprimées en lycée.

Les conditions de travail dégradées et les salaires en berne se traduisent par un effondrement des inscriptions aux concours d'enseignant.es. Cette perte d'attractivité déjà alarmante va devenir critique au moment où 330 000 enseignant.es prendront leur retraite d'ici à 2030.

Notre pays vient d'accueillir les JOP. Ces derniers ont montré que les pratiques sportives sont sources d'émancipation, de fraternité, de dépassement, de progrès humains et d'inclusion. Pourtant, la France se classe 119ème sur 146 pays concernant l'activité physique des adolescent.es et des inégalités fortes persistent concernant l'accès aux pratiques sportives (femmes/hommes, catégories sociales, handicap...). Les enjeux autour de la pratique physique et sportive ne peuvent se satisfaire de la simple annonce d'une journée nationale du sport. Dans le système éducatif il est urgent d'améliorer la place de l'EPS et du sport scolaire de la maternelle à l'université car l'Ecole est un lieu où toute une génération, sans discrimination, se confronte à la culture, aux apprentissages, où des habitus de pratiques se construisent.

Pourtant, à la rentrée 2024, dans les établissements scolaires du 2nd degré public, plus de 1 456 heures hebdomadaires d'EPS sur le territoire national, 195 h sur l'académie n'étaient pas assurées faute de recrutement. Le sport scolaire est très fragilisé. Le nombre d'AS déclarant connaître des difficultés augmente et passe de 41 % en 2023 à 48 % cette année. Le coût des transports et du contrat sont les raisons principales évoquées. Viennent ensuite les cours le mercredi après-midi. Le service public du sport scolaire sort affaibli au lendemain des JOP : un comble !

Nous vous alertons également, Madame la Directrice Académique sur la recrudescence d'opérations de tractages à la sortie des écoles de collectifs de parents réactionnaires, proches de l'extrême droite ou de groupuscules religieux qui contestent les enseignements et notamment la mise en place de l'EVRAS. La FSU souligne qu'il est urgent que le décret sur l'EVRAS soit mis en œuvre pour

asseoir cet enseignement indispensable à la construction d'une société de l'égalité entre les sexes, les genres et les sexualités.

Nous nous alarmons également du nombre d'enfants sans domicile dans notre département. Les écoles et collèges sont en première ligne quand les enseignant.es et les parents s'indignent légitimement de voir des enfants scolarisés dans leur établissement dormir à la rue ou à l'hôtel et ne satisfont pas des non réponses apportées à ces situations dramatiques.

Pour finir, nous disons encore combien l'empilement de réformes sans concertation et sans bilan ni évaluation épuise l'ensemble des personnels. Parcoursup, réformes du lycée et du lycée professionnel, mesures du choc des savoirs au collège et en primaire, ces réformes se sont faites contre les personnels. Cette politique doit cesser. Il faut écouter les personnels. Il faut donner les moyens à l'école de relever les défis du XXIème siècle. En assumant de supprimer des postes d'enseignant.es et de dégrader encore les conditions de scolarisation, l'exécutif prend la responsabilité d'accroître les inégalités scolaires, méprise la jeunesse et les personnels de l'Éducation. Ce choix est indigne.

Dès aujourd'hui, la FSU appelle tous les personnels, les parlementaires et plus largement l'opinion publique, à faire front pour un tout autre projet pour l'École publique. L'alerte sociale déposée par les syndicats de l'Éducation Nationale lundi 14 octobre sur le budget 2025 est une première étape pour montrer que nous nous opposons à sa mise à mort programmée.